

# L'Humanité rouge

Prolétaires de tous les pays,  
nations et peuples opprimés, unissez-vous!

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

Samedi 5  
Dimanche 6  
février 1977

No 619

1,50 F

B.P. 61  
75861 Paris Cedex 18  
CCP 30 226 72  
La Source

Commission paritaire  
No 57952

## GISCARD FAIT DES APPELS DU PIED LA «GAUCHE» NE DIT PAS NON

Voilà plusieurs mois que la bataille électorale est engagée entre les partis bourgeois. Des tactiques différentes se sont faites jour au sein du clan au pouvoir, notamment sur la conduite à tenir vis-à-vis de la «gauche».

Contrairement à Chirac, Giscard n'hésite pas à envisager dès maintenant sa participation au gouvernement. C'est ce qu'il a clairement laissé entendre, mardi dernier, en déclarant à la télévision que si la «gauche» l'emportait aux législatives, il tiendrait compte de «la volonté démocratique des Français», tout en restant Président de la République.

Autrement dit, il pense que la participation de la «gauche» au pouvoir pourrait s'avérer fort utile à la bourgeoisie en cas de mécontentement populaire grandissant. C'est d'ailleurs une opinion qui fait son chemin depuis le printemps révolutionnaire de 1968.

Des gaullistes éminents, tels Charbonnel et plus récemment l'Amiral Antoine Sanguinetti ont rallié la «gauche». Ce dernier vient de rappeler que des «communistes ont été ministres dans le gouvernement du Général de Gaulle à la Libération».

D'ailleurs aux dernières élections présidentielles plusieurs grands capitalistes

n'avaient pas hésité à se prononcer pour Mitterrand et l'assemblée des patrons avec laquelle il s'est entretenu récemment lui a réservé un fort bon accueil.

Bref, une bonne fraction de la bourgeoisie capitaliste, hantée par le spectre de la révolution prolétarienne, estime qu'il lui sera sans doute nécessaire dans un proche avenir de faire appel à la «gauche» pour mieux tenter de gérer la crise sur le dos des travailleurs.

C'est dans cette perspective que Giscard prodigue des appels du pied au Parti socialiste. Il ne désespère pas en l'alléchant de casser l'Union de la gauche.

En tout cas, il cherche à attiser les divisions de façon à réduire à la portion congrue les révisionnistes en

cas d'une éventuelle participation de la «gauche» à un gouvernement.

Le Parti socialiste, en bon parti bourgeois, avide de revenir au gouvernement des affaires capitalistes, n'est pas resté sourd à cet appel. Et Marchais s'est senti lui aussi concerné. C'est pourquoi Deferre et Marchais se sont succédés jeudi sur les antennes de France-Inter.

Deferre, ancien ministre des «départements d'Outre-mer» actuellement président du groupe socialiste de l'assemblée nationale n'a pas caché les intentions du PS : «Si nous accepterions de gouverner avec monsieur Giscard d'Estaing à la présidence de la République ? La réponse est oui, car il est élu régulièrement».

(suite p.3)

### Un article du «Renmin Ribao»

### LA «BANDE DES QUATRE» ET LES TROTSKISTES

Le «Renmin Ribao» a publié le 27 janvier à la une un article dû à la plume de Tchong Lien, sous le titre «La bande des quatre et les trotskistes». En voici des extraits :

«L'histoire du Mouvement communiste international a établi plus d'une fois cette vérité : à chaque moment capital de la révolution, les représentants de la bourgeoisie infiltrés au sein du Parti communiste ne manquent pas de se manifester, poussés par la tentation d'usurper le pouvoir du parti et de l'Etat, de torpiller la révolution prolétarienne, de

maintenir ou de restaurer le système capitaliste. A cette fin, ils pratiquent avec zèle le révisionnisme, travaillent à la scission et trament complots et intrigues. Il s'agit là d'une loi de l'histoire. «Pratiquer le marxisme et non le révisionnisme, travailler à l'unité et non à la scission, faire preuve de franchise et de droiture et ne pas tramer complots et intrigues», ces trois principes fondamentaux formulés par notre grand dirigeant le président Mao constituent en effet un résumé condensé et une synthèse scientifique de cette loi. *suite page 2*

### La lutte contre le social-fascisme dans le mouvement syndical portugais (1)

Il y a une semaine, le 2e Congrès de l'Intersyndi-

cale portugaise, qui s'est d'ailleurs transformée en Confédération générale du travail (CGT) a eu lieu. Nous n'avons pas encore suffisamment d'informations sur ce Congrès pour pouvoir faire un compte rendu de ses travaux et décisions. Avant d'être en mesure de pouvoir le faire, il est néanmoins important de rappeler brièvement la situation du mouvement syndical avant la tenue de ce 2e Congrès.

D'avril 74 à juillet 75

Il est nécessaire de se souvenir que tout de suite après le renversement du fascisme en avril 1974, les travailleurs portugais ont pu s'organiser au grand jour et commencer à préparer la création d'une grande confédération syndicale regroupant tous les corps de métiers du pays dans une structure balayant les séquelles de fascisme, notamment le corporatisme (qui consiste à s'organiser sur une base catégorielle, pour la seule défense d'intérêts professionnels.) *Suite page 2*

### Tanneries françaises réunies (Le-Puy)

### LES RAISONS D'UNE PREMIERE VICTOIRE

Actuellement, dans un contexte de foire d'empoigne préélectorale qui agite tous les partis bourgeois, dans le contexte du plan d'austérité Barre et du prétendu mur qu'il oppose aux revendications ouvrières, les tanneurs du Puy ont remporté en 3 jours une première victoire qui montre clairement à tous les ouvriers en lutte, qu'on peut faire reculer le patronat et le pouvoir à condition

Depuis pas mal de temps déjà, les tanneurs sont mobilisés contre les licenciements qui se préparent et ont montré leur ferme détermination à refuser tout licenciement. A titre d'exemple, il y a un mois, les tanneurs ont fait une «descente» au Conseil municipal du Puy. Ils déploient

leurs banderoles, rappellent leurs revendications et demandent au Conseil de prendre position.

Les notables bourgeois jouent les pucelles offensées : «On ne siège pas sous la menace». Certains même, dont un député, essaient de faire les fanfarons et font mine de sortir.

d'adopter une ligne et des méthodes de lutte conséquentes : l'Inspecteur du Travail a refusé les 172 licenciements annoncés par la direction.

Nullement parce qu'il est «démocrate», ou parce qu'il est «favorable aux ouvriers». Loin de là. C'est contraint et forcé. C'est la magnifique détermination, la volonté intraitable des tanneurs qui ont fait plier les représentants de l'Etat bourgeois.

Courageux, mais pas téméraires, nos notables bourgeois, d'autant plus que les élections approchent et que la lutte des tanneurs est populaire au Puy. Ayant tâté de la détermination des tanneurs, ils vont se rasseoir et pondent une motion de soutien à la lutte.

(suite p.4)

### MANIFESTATION Samedi 5 février

à 14 h devant la  
mairie de St-Denis

•Contre les saisies  
arrêt sur salaire

•Pour le retour des  
délégués expulsés

A l'appel des Comités  
de résidents des  
foyers Sonacotra de  
Pierrefitte et St-Denis

## Un article du «Renmin Ribao»

# LA «BANDE DES QUATRE» ET LES TROTSKISTES

(suite de la page une)

Là est aussi le secret de l'analogie des luttes entre les deux lignes sur les plans national et international. A cet égard, la sérieuse lutte en cours contre les «quatre» présente des similitudes frappantes avec celles que, 50 ans auparavant, le Parti communiste d'Union soviétique avait menée contre les trotskistes (...)

Le trotskisme eut pour âme la soi-disant «théorie de la révolution permanente». Il combattit la thèse de Lénine aux termes de laquelle le socialisme pouvait triompher dans un pays, et soutint qu'il ne le pourrait que simultanément dans les principaux pays d'Europe. Les trotskistes, prétendant démagogiquement que la victoire de la révolution mondiale était à portée de mains, cherchèrent en réalité à saboter la révolution socialiste en Russie et à entermer en bloc la cause révolutionnaire du prolétariat.

Les «Quatre», de leur côté, parlaient à satiété

d'en finir avec le droit bourgeois et d'exercer une «dictature intégrale» sur la bourgeoisie, comme s'ils étaient vraiment impatients d'entrer en société communiste. En fait, ils étendirent sans retenue ce droit, voire les droits des féodalistes et des esclavagistes, dans le sombre dessein de réduire à néant la dictature du prolétariat, d'opérer un retour du capitalisme et du féodalisme, de placer Kiang Tsing sur le trône et d'exercer une dictature fasciste.

Avant et après le décès de Lénine, les trotskistes se sont déchainés dans des activités antiparti. A ce moment-là, l'Union soviétique se trouvait dans la période de ré-

peuple travailleur. Ils ne s'y intéressaient pas, bien au contraire.

Ils préconisaient l'élévation du prix des produits industriels et l'augmentation des impôts des paysans, dans la seule intention de détériorer les rapports entre ceux-ci et les ouvriers. Trotski avait dit de façon absurde : une bonne récolte agricole «deviendra un facteur de sabotage de l'économie et détérioration des rapports entre ville et campagne».

Profitant de la maladie de Lénine qui ne pouvait plus travailler, ils menaient des activités fractionnelles et ébranlaient la base du parti pour usurper le pouvoir de direction du Comité central du Parti.

révolution que la production, elle avait même dit : «Peu importe qu'on ne récolte rien».

Qui pratique le révisionnisme sur le plan politique, travaille nécessairement à la scission sur le plan organisationnel.

Trotski s'attachait toujours à constituer des cliques antiparti, s'opposait lui-même au Comité central du parti et se plaçait au-dessus du Comité central du parti. Lénine l'a critiqué : «Trotski s'est conduit comme le plus lâche des arrivistes et des fractionnistes», «Il ne tarit point sur le parti, mais se conduit plus mal que tous les autres fractionnistes». Les trotskistes avaient ouvertement scindé le parti, pour

clandestines, dans le vain espoir de créer une base destinée à usurper le pouvoir du parti et de

l'Etat. Les quatre avaient écrit en leur nom personnel des lettres partout et envoyé des documents, formant ainsi leur propre système (...).

Malgré le temps qui les sépare, les «quatre» et les trotskistes sont frères jumeaux, congénitalement contre-révolutionnaires.

En 1937, la cour soviétique établit que les trotskistes furent un gang contre-révolutionnaire d'intelligence avec les bandits de l'intérieur et au service d'agences de renseignements étrangères, cette bande bombardait hystériquement Lénine, le Parti

## Portugal

## La lutte contre le social fascisme

(Suite de la p. 1)

Immédiatement les dirigeants du PCP (Parti révisionniste Portugais), par l'intermédiaire de l'appareil d'Etat et du gouvernement dans lequel Cunhal (chef du PCP), allait se retrouver ministre du travail entamait un vaste travail de noyautage du mouvement syndical.

Tout d'abord, de mars 75 à l'été 75, le gouvernement de Vasco Gonçalves, prérévisionniste notoire, promulgait un certain nombre de lois, instaurant par décret une centrale syndicale unique (l'Intersyndical) dont tous les postes clés étaient attribués à des membres du PCP sans congrès, ni consultation des syndiqués. Cunhal, ministre du travail élaborait quant à lui des lois interdisant le droit de grève (pas de grève politique, préavis obligatoire dans de nombreuses professions), réquisition et intervention de l'armée dans les postes, les transports, etc.).

Dans le même temps de nombreuses grèves étaient fermement combattues par le gouvernement, main dans la main avec les dirigeants de l'intersyndicale (dans les chantiers navals de la Lisnave, les PTT, dans les transports). La manifestation du 7 février 1975 contre le chômage était réprimée, (ceux de la chimie de Lisbonne par exemple) étaient emprisonnés parce qu'ils étaient hostiles à la direction de l'intersyndicale.

Une bureaucratie syndicale était aussitôt mise en place, composée de membres du PCP, payés par l'Etat; un seul exemple le syndicat du commerce de Lisbonne (70 000 adhérents) se voyait doté de 100 permanents tous à la dévotion du PCP !

Des dizaines de syndicalistes étaient envoyés en URSS ou dans d'autres pays révisionnistes pour y recevoir une «formation syndicale».

Ainsi jusqu'au 1er Congrès de l'Intersyndicale en juillet 1975 les forces politiques qui la dominaient étaient à la dévotion d'une entreprise de social-fascisation (fascisme sous un masque socialiste ou communiste). La pratique de ces forces représentées essentiellement par le PCP fut une pratique anti-ouvrière de répression des masses, de suppression des libertés démocratiques au sein des masses, de trahison nationale au service de la superpuissance impérialiste, qu'est devenue l'URSS.

## Procès de Casablanca

## Les plaidoiries des avocats

Les avocats des 179 accusés marxistes-léninistes du procès de Casablanca ont tous déclaré jeudi qu'«en raison des conditions de déroulement du procès» il leur était impossible de plaider sur le fond de l'affaire.

Les avocats de la défense ont tous souligné que le droit des accusés à s'exprimer avait été bafoué, allusion notamment au fait, que le 16 janvier, les 137 accusés présents avaient été expulsés de la salle d'audience et n'y étaient depuis cette date introduits qu'individuellement au moment d'être interrogés ce qui les avait conduits à refuser de répondre et à déclencher une grève de la faim illimitée.

Les avocats ont en outre accusé le tribunal d'avoir ignoré la procédure marocaine en interdisant à la Défense d'intervenir au stade des Interrogatoires.



Les masses populaires rassemblées sur la place Tien an Men à Pékin, dénonçant la bande des Quatre au mois d'octobre 1976.

tablissement de l'économie nationale et avait obtenu des succès sensibles dans le développement industriel et agricole et dans l'amélioration de la vie des ouvriers et des paysans.

Mais il y avait encore des problèmes. Les trotskistes avaient alors publié une déclaration antiparti, où ils prédisaient que le pouvoir soviétique allait vers une grave crise économique et l'échec. Ils n'avaient soufflé mot ni des progrès de l'industrie et de l'agriculture ni de l'amélioration de la vie du

La «bande des Quatre» a fait de même. Elle ne s'intéressait ni à la moder-

nisation de l'agriculture, de l'industrie, de la défense nationale, de la science et de la technique ni au développement de la production industrielle et agricole ni à l'élévation du niveau de vie du peuple.

Elle avait distribué à la ronde les étiquettes infamantes accusant les uns et les autres d'appliquer «la théorie des forces productives», pour saboter tant la

abattre l'organisme du parti; ils avaient établi leur organisme clandestin à l'échelon central et local, choisi Petrograd, la plus grande ville de l'époque en Russie, pour établir leur base d'où ils menaient des activités contre-révolutionnaires, et distribuaient en leur nom personnel, au sein du parti, des documents antiparti.

Héritière à part entière des oripeaux des trotskistes, la «bande des quatre» avait travaillé à la scission encore plus furieusement que ces derniers, elle n'avait tenu aucun compte d'une des critiques sévères du président Mao : «Elle avait constitué une clique afin de poursuivre ses propres intérêts, suivre sa propre voie, établir des liens

communiste d'Union soviétique et l'Etat des Soviets. Quant à Tchouang-kiao, Kiang Tsing et Yao Wen-yuan, ils maintenaient à l'origine de multiples relations avec les réactionnaires kuomintangiens de Tchouang Kai-shek. Wang Hong-wen, de son côté, fut un représentant typique de la nouvelle bourgeoisie.

Ces «quatre» vouaient un culte aveugle à tout ce qui vient de l'étranger, se prosternaient aux pieds des étrangers et étaient de même avec l'étranger. Ces «gaillards» et les trotskistes, partant d'intérêts communs, ont suivi la même pente, celle de la contre-révolution, et ont connu par voie de conséquence le même et peu enviable sort.

**PEKIN INFORMATION**  
1 an-52 Nos-21 F

## Elections municipales à Orléans (3)

# Les magouilles électorales du PCF

Après avoir dressé un tableau de la situation générale du point de vue des forces de l'Union de la gauche et des résultats qu'elle a obtenus, nous allons voir un peu les raisons qui sont à l'origine des « coups de gueule » du PCF.

Nous sommes sûrs qu'un courant oppositional existe au sein du PCF quant à la tactique électorale. Nombre de militants sont en désaccord avec la tactique du report des voix sur le candidat du PS ou RG. Noël Bizouerne déclare dans « La République du centre » du 26 mars 1976 que son parti a respecté les engagements de désistement à « La Source », « Olivet » et « St-Jean-de-la-Ruelle » (sièges enlevés par l'Union de la gauche. Le PCF insinue ainsi que c'est grâce à lui qu'ils sont à la « gauche »). Cela n'empêche que de nombreux militants et sympathisants n'ont pas voté PS ou n'ont voté qu'au second tour contraints et forcés.

Le PCF a peur de la montée du PS, il sait qu'il a perdu sa place de leader de l'Union de la gauche.

Le PCF tient à redorer son blason sur la place d'Orléans ; de sombres affaires lui traînent aux fesses comme autant de boulets. Il y a eu les agressions contre les militants marxistes-léninistes les 20 avril et 20 mai 1975. Il y a eu le licenciement d'une secrétaire dactylo du PCF en novembre 1975. Il y a eu l'expulsion de Bizouerne à St-Gobain. Il y a eu les calomnies contre les grévistes d'Orléans, Thermor, etc.

Aussi le PCF lance une opération de grande envergure sur la ville et en « appelle » aux Orléanais.

Il tire à boulets rouges sur le PS son allié-rival. Il ne veut pas le laisser arriver seul à la mairie car il sait trop bien ce que cela signifierait pour lui : quelques strapontins. Il est prêt à tout pour avoir le maximum. Les accrochages PC-PS se multiplient et la publication de ce tract du PCF n'est pas fait pour arranger les choses.

Il déclare en substance : « Près de 14 000 suffrages communistes seraient-ils inférieurs à moins de 9 000 voix socialistes. Ce n'est pas la démocratie, c'est-à-dire le respect du suffrage universel ».

Voilà bien une profonde vérité. Le PCF s'aperçoit

que le PS le trompe. Mais qui a obligé le PCF à renier Marx, Engels, Lénine, Staline ? Qui, sinon sa direction de traitres au prolétariat !

Mitterrand, le représentant type de ce PS nouvelle formule ne nous a-t-il pas été présenté comme vierge de tout crime contre la classe ouvrière alors que depuis des années nous ne cessons de le dénoncer pour ce qu'il est depuis toujours : un commis de la bourgeoisie qui n'hésite pas à faire exécuter le communiste F. Yveton en 1956.

Pendant des années, le PCF a feint de l'ignorer et aujourd'hui que le PS a bien profité comme un parasite de la dégénérescence totale et irrémédiable du PCF, nos révisionnistes locaux lèvent les bras au ciel et implorent pitié !

Pendant des années et des années, ils ont mené des millions de gens en bateau sur l'honnêteté du PS et maintenant rien ne va plus. Reviendraient-ils à de meilleurs sentiments ?

Non, simplement, dans leur soif de gestion du capitalisme, à tous les niveaux que ce soit celui de la commune ou du pouvoir central, ils veulent leur part du butin.

Pour arriver à leurs fins, les dirigeants révisionnistes dévoilent leurs batteries : un candidat démocrate, non

adhérent à un parti pour conduire la liste. Le PS n'est pas dupe car il sait très bien que le PCF en a à revendre de ces gens-là.

Mais dans leur volonté acharnée d'arriver au pouvoir pour gérer le capitalisme, les dirigeants révisionnistes font flèche de tout bois. Une fois pris dans l'engrenage électoraliste, ils s'y sont enfoncés jusqu'au cou. Et voilà ce qu'ils viennent d'écrire :

« Intérêts de parti ou autres devraient disparaître devant l'intérêt des Orléanais et de leur ville. C'est notre point de vue ».

Faisant abstraction de toute différence de classe entre les « Orléanais », ils tiennent un discours que Giscard lui-même ne nierait pas. Ils en viennent à se placer au-dessus des partis ! Ils veulent un maire au-dessus des partis, l'élu de tous les « Orléanais ».

C'est exactement le même discours que tient à quelques kilomètres de là, à Olivet, un notable connu « apolitique », le docteur Hadijanian qui, lui, vient de distribuer un prospectus où il dit :

« En dehors des luttes politiques, au-dessus des querelles personnelles, mais dans le respect de toutes les opinions, pour tous les Olivetains avec le docteur Hadijanian ».

## Entreprises publiques

### LES ECONOMIES DE BARRE SUR LE DOS DES TRAVAILLEURS

La 2e phase du plan Barre n'est évidemment pas plus réjouissante que la 1e.

Le ministre de l'austérité entend, parmi ses nombreuses mesures antipopulaires, s'en prendre aux travailleurs des entreprises publiques. Il a annoncé au cours du Conseil des ministres du 2 février, qu'il a pris la décision d'économiser 2 milliards de francs sur les crédits budgétaires accordés aux entreprises publiques.

Qu'est-ce que ça recouvre ?

Rappelons que la 1e mesure qu'il a prise était de subordonner les augmentations de salaires à la hausse des prix qui selon lui - et son indice truqué de l'INSEE - serait limité en

77 à 6,5 %. Donc double escroquerie : la hausse des prix réelle est largement supérieure à l'indice et d'autre part ce même « indice » tourne en moyenne autour de 10 %.

Jugeant que cette paupérisation des travailleurs, ça ne suffit pas, Barre s'attaque à l'emploi. Alors que dans de nombreux secteurs de la fonction publique, les travailleurs placent comme revendication importante l'embauche d'effectifs supplémentaires, Barre décide au contraire de freiner le recrutement.

Ce qui veut dire : ne pas remplacer (ou que partiellement) par exemple ceux qui partent en retraite, et pour ceux qui restent, cela signifie encore plus de travail.

(suite de la une)

Ce milliardaire « socialiste » a ajouté que la présence de la « gauche » au gouvernement impliquerait celle du PCF et l'application du Programme commun.

« M. François Mitterrand, a-t-il ajouté, sera premier ministre, c'est un poste qui lui revient ».

Marchais, interviewé à son tour, n'a pas dit non à un gouvernement de « gauche » présidé par Giscard à condition qu'il applique le Programme commun. Tout en disant « ces petits jeux ne nous intéressent pas du tout » à propos du discours de Deferre, il a lui-même déclaré : « Je pose aujourd'hui la question au président de la République : "expliquez-vous davantage" ».

S'il s'est montré « indigné » qu'au Parti socialiste on avance déjà unilatéralement le nom de Mitterrand comme premier ministre, c'est de bonne guerre... électoraliste. Il a d'ailleurs aussitôt indiqué : « Les communistes pour leur part sont prêts à faire face à leurs responsabilités ».

S'il a déclaré « On ne doit pas vendre la peau de l'ours avant de l'avoir tué », c'est pour rappeler à ses alliés du PS qu'il leur fallait aussi compter avec le PC et son influence sur les travailleurs et pour garder une certaine liberté de manœuvres. C'est d'ailleurs en fonction du rapport de force entre les différentes cliques bourgeoises, de la situation intérieure et

## nouvelles intérieures

### Giscard fait des appels du pied, la « gauche » ne dit pas non

internationale, que se feront les manœuvres de dernière heure qui donneront une idée plus exacte de la disposition des diverses forces bourgeoises.

Dans tous les cas, les grandes manœuvres qui occupent le devant de la scène électorale concourent toutes au même but : permettre à la bourgeoisie de continuer à dominer la classe ouvrière, ce qui, elle le prévoit, ne sera pas facile ! En attendant, à l'occasion des municipales, les partis bourgeois s'emploient à se mettre en bonne position dans la course aux députés lors des futures élec-

tions législatives.

On sait que Paris constitue un test à cet égard. Or, un sondage du « Quotidien de Paris » vient de donner le « socialiste » Georges Sarre comme favori.

Ceci aigüise également les rivalités au sein de la « gauche ». Ainsi tout en se défendant de vouloir « réduire » les positions du PCF, Sarre explique qu'il ne doit occuper « rien que sa place ». Claude Estier, secrétaire national du Parti socialiste, déclare, quant à lui au nom de l'« unité », qu'il n'y aura d'accord que si le PC reconnaît au PS « la place qui lui revient ».

L'ACCORD NEOGRAVURE - CGT DU LIVRE

### Un accord antigrevé

Le 2 février, un protocole d'accord a été signé entre la direction du groupe Néogravure et des dirigeants de la Fédération française des travailleurs du Livre (FFTL-CGT), à la suite de l'échec du projet de fusion entre la Néogravure et l'imprimerie Victor Michel.

Suite à une « souscharge de travail » chez Victor Michel, celle-ci a licencié des travailleurs. L'accord prescrit que la direction de Néogravure s'engage à créer 103 emplois, la réalisation de « Télé 7 Jours » n'étant plus chez Victor Michel, mais transférée à la Néogravure, pour les licenciés, qui « auraient fait acte de candidature pour travailler à Corbeil ».

Le protocole signé indi-

que, d'une part « qu'il ne sera procédé à aucune réduction d'effectifs par licenciement autoritaire jusqu'à la fin 1977 » (?); et d'autre part que les parties signataires « s'engagent néanmoins pendant la durée du présent accord à ne recourir éventuellement à la grève pour les uns, à la fermeture d'atelier pour les autres, qu'après avoir épuisé tous les moyens de conciliations, voire d'arbitrage ».

Comme tout cela est bien enveloppé ! Si les maniaques de la négociation espèrent trouver leur compte, en tout cas pas les ouvriers. Un tel accord signifie accepter l'exploitation capitaliste sans broncher c'est de la collaboration de classe.

## SUR LES TRACES DU PARISIEN LIBERE

MOON S'INSTALLERA-T-IL A PARIS ?

La Tribune  
de Paris  
1F 10

SAINT BARTHELEMY  
DANS LE 16<sup>e</sup>

La belle mère échappe au massacre : le chargeur était vide !



Le 16<sup>e</sup> arrondissement de Paris est le théâtre d'une enquête...  
L'EDF QUI AVAIT COUPE L'ELECTRICITE  
DEPUIS 6 MOIS  
UNE BOUGIE MET LE FEU  
A SA CHAUSSE



## Tanneries françaises réunies (Le Puy)

# Les raisons d'une première victoire

(Suite de la p. 1)

Dans notre dernière édition étaient relatées quelques unes des actions des tanneurs, dont la colère a éclaté le 26 janvier pour se canaliser en une lutte résolue, jamais vue encore dans Le Puy et sa région.

### Qu'est-ce qui a permis la victoire ?

Dans une situation aussi difficile pour les luttes ouvrières qu'une période électorale et le prétendu « mur » du plan Barre, ce qui a rendu possible ces luttes et cette victoire, c'est avant tout la faiblesse des révisionnistes et des réformistes aux tanneries.

Parce que le faux PCF y est traditionnellement faible et en plus relativement démasqué, il peut difficilement démobiliser et diviser. Le faux PCF a très peu de force et d'audience pour prêcher la soumission à la légalité, le respect de l'ordre, du « calme et de la dignité ». Il peut difficilement prêcher le culte du bulletin de vote et faire abandonner la lutte classe contre classe au profit des « saintes urnes ».

Aux tanneries ce ne sont pas des dirigeants révisionnistes vendus qui mènent la lutte, des petits bonzes qui ne pensent qu'aux négociations et aux prochaines élections.

NON, aux tanneries ce sont d'authentiques militants prolétariens, dévoués aux masses qui unissent, mobilisent et travaillent à créer le rapport de force dans la lutte et non à placer des cartes pour le faux PCF et gagner des voix aux élections.

Parce qu'un travail politique et revendicatif, même s'il a des insuffisances, a été mené de longue date par les marxistes-léninistes.

Parce que les sections CGT et CFDT sont unies comme les 5 doigts de la main dans la lutte.

Parce que les tanneurs ont su par leur combativité, leur détermination et des initiatives justes et mobilisatrices gagner le soutien de la population du Puy.

### « On ne veut pas de syndicalistes bourgeois »

Ils ont réussi à faire vider de la boîte par le patron, un militant marxiste-léniniste en 1972.

Ce fut une victoire pour eux, mais une victoire à la Pyrrhus. Depuis, ils ne s'en sont jamais remis. Comme tous les réactionnaires, en brandissant leur gros bâton,

ils ont obtenu le résultat inverse de ce qu'ils espéraient.

En faisant vider ce militant, ils espéraient avoir la « paix », briser la volonté de lutte de classe et avoir le contrôle complet sur la section CGT. C'est exactement le contraire qui s'est produit.

Aujourd'hui, la combativité des tanneurs n'a jamais été aussi grande et les révisionnistes n'ont pratiquement plus aucun contrôle sur la section CGT des tanneries. Mais ils sont aussi isolés et n'osent plus réprimer ouvertement.

cuter entre eux. Cela a ouvert les yeux à encore pas mal de monde sur la ligne suivie par la direction CGT.

Quand le secrétaire de l'UD arrivera dans le café, il sera accueilli aux cris scandés de « démission-démision ». Pour éviter d'avoir à affronter la discussion, il fera semblant de la prendre à la rigolade, palera à boire à tout le monde avant de s'en aller.

### Déjouer les mauvais coups qui se préparent

Les tanneurs ont remporté une première victoire

C'est dégueulasse, mais il en a le droit et il l'a déjà fait plusieurs fois récemment. Contrairement à ce que nous prêchons certains, nous ne sommes pas en « démocratie » mais sous la dictature de la bourgeoisie.

La loi est faite par et pour les bourgeois. La bourgeoisie peut mettre fictivement en déficit et faillite l'entreprise (c'est ce qu'ils ont fait à la SCPC à Clermont) pour obtenir les licenciements par le biais de la liquidation judiciaire.

Ce n'est pas tout. Les mauvais coups ne s'arrêtent pas là. La bourgeoisie

PDG, délégation massive et résolue, etc.) et mettre en avant la « légalité », « le calme et la dignité ».

Ils vont certainement faire courir de faux bruits, prétendre que les tanneurs sont « irresponsables » (comme les Lip en 73) et « manipulés par les maoïstes ». Ils vont tout faire pour minimiser la portée de la lutte et de la victoire des tanneurs pour détourner l'attention vers les élections.

Ils vont même certainement essayer de calomnier et de discréditer les militants qu'ils appellent « gauchistes ».

Il faut s'attendre à toutes les manœuvres, tout ce travail de sape de leur part, surtout actuellement en période d'élection, car cela correspond à leur nature de classe bourgeoise.

C'est pourquoi, il faut être vigilant, voir clair dans leur jeu. N'avoir aucune illusion, ni sur les partis bourgeois de droite au pouvoir, ni sur les partis bourgeois de « gauche » dans l'opposition. Il faudra veiller aussi aux trotskistes, ces chiens de garde du révisionnisme, mouche du coche du Programme commun qui tentent de s'infiltrer là où les

dirigeants révisionnistes trop discrédités ne peuvent faire le travail eux-mêmes.

C'est pourquoi il est urgent aujourd'hui que les ouvriers qui voient clair sur ces manœuvres, qui sont décidés à poursuivre la lutte dans la voie où elle a commencé sans permettre à quiconque de la saboter et de diviser. Il faut que ces ouvriers rejoignent au plus vite les marxistes-léninistes. Il faut renforcer le Parti marxiste-léniniste dans l'entreprise.

Aujourd'hui, renforcer le Parti communiste marxiste-léniniste dans l'entreprise, c'est non seulement s'affirmer pour la Révolution prolétarienne, préparer le « renversement violent de tout l'ordre bourgeois » (Marx), mais c'est aussi contribuer au succès de la lutte immédiate, des luttes de demain, continuer dans la voie de la lutte de classe, s'opposer au travail de sape et de division.

Correspondant HR



Le jour de la « descente » au conseil municipal du Puy, il y avait un secrétaire de la fédération cuirs et peaux qui était venu pour discuter avec les cadres (maîtrise) qui venaient d'adhérer à la CGT. Ensuite il devait y avoir une réunion avec les ouvriers. Mais le bonze CGT s'éternisait à discuter avec les cadres (avec eux au moins on est à l'aise !). Les ouvriers venus pour la réunion commentent à s'impatienter, disant qu'on ne s'intéresse qu'aux cadres, alors que ce sont eux, les ouvriers, qui font tout le travail. Un adhérent du PCF des tanneries a interpellé un responsable de l'UD en lui criant « on ne veut pas de syndicalistes bourgeois » et « on se souvient de ce que les cadres nous ont fait ». Et effectivement, parmi les cadres en discussion avec le bonze fédéral, certains ont dégradé la voiture de ce militant lors d'une des dernières grèves.

Parce qu'ils se sont engagés sur la voie de la lutte résolue, classe contre classe.

Parce qu'ils ont rejeté les illusions sur la légalité, l'« ordre, le calme et la dignité » des révisionnistes.

Parce qu'ils ont rejeté la voie de la collaboration de classe et de l'électoratisme des dirigeants du faux parti communiste.

La dignité des ouvriers c'est de se révolter avec force, dans l'unité contre l'exploitation capitaliste, la misère et le chômage. C'est ainsi qu'on fera reculer la bourgeoisie aujourd'hui et qu'on avancera vers la Révolution.

C'est très bien. C'est un exemple et un encouragement pour les milliers d'ouvriers en lutte contre les licenciements. Mais il faut rester lucide et garder la tête froide. La bourgeoisie a reculé sous le feu d'une mobilisation exceptionnelle. Dès qu'elle verra la moindre faille dans la vigilance, un moindre signe de démobilisation et de division, la bourgeoisie reviendra demain sur ce qu'elle a lâché aujourd'hui.

Le Ministre du Travail peut casser la décision de l'Inspecteur du Travail.

est infiltrée aussi à la tête des organisations syndicales. Ce sont les syndicalistes bourgeois, révisionnistes et réformistes. Les faux amis (les dirigeants du faux parti communiste et accessoirement du PS et leurs sous-fifres qui appliquent leur ligne dans les syndicats) des tanneurs vont engager un vaste travail de sape et de démobilisation, même si pendant ces journées chaudes on ne les a pas beaucoup vus.

Ils vont tout faire pour tenter de détourner les tanneurs de la lutte résolue classe contre classe vers le bulletin de vote.

Tout faire pour s'opposer au juste mot d'ordre de combat des tanneurs : « PAS UN SEUL LICENCIEMENT » pour le remplacer par le mot d'ordre inscrit dans leur Programme commun : « Oui au licenciement avec reclassement préalable ». C'est-à-dire faire changer la plate-forme revendicative de la lutte : se battre pour des reclassements au lieu de se battre contre les licenciements.

Ils vont tout faire pour discréditer les justes formes d'action utilisées par les tanneurs (séquestration des

### Communiqué de presse (extraits)

## Face aux attaques de la Sonacotra Non aux injustices

La manifestation, qui aura lieu le samedi 5 février à 14 h, départ : devant la mairie de Saint-Denis, est organisée pour :

- protester contre les saisies-arrêts sur salaires,
- dire non à la « Justice » du « 93 » - car elle n'est pas la même que celle du Val d'Oise,
- demander le retour de nos camarades expulsés le 16 avril 1976....

La Sonacotra refuse de négocier sur l'ensemble des grévistes et leur Comité de coordination et essaye tous les moyens pour nous diviser. Elle croit gagner avec la Justice mais elle se trompe beaucoup sur notre lutte !

Exemple : le foyer de Bagnolet (93) a aujourd'hui repris la grève, après avoir repayé les loyers pendant 7 mois. Ceci parce que la Sonacotra n'a pas tenu ses promesses, malgré la signature du protocole d'accord avec les délégués de ce foyer.

Et c'est pour cela que nous ne croyons pas les promesses de la Sonacotra et exigeons une seule négociation avec le Comité de coordination pour l'ensemble des foyers en grève, protocole entièrement écrit, et signé par la Sonacotra.

Nous vous remercions de bien vouloir faire un appel pour que de nombreux camarades français et immigrés viennent nous rejoindre samedi. Tous ensemble, on vaincra.

Les comités de résidents de Saint-Denis et de Pierrefitte



**PTT**

**La CGT et la gestion de la cantine au centre de tri Paris St-Lazare**

Au conseil d'administration de la cantine, la CGT est majoritaire comme dans de nombreuses cantines PTT. On pourrait penser avoir une gestion au service des travailleurs. L'administration ayant accordé des crédits pour des travaux, la CGT avec FO a voté pour la transformation du demi-self en self ce qui se traduit par une compression du personnel hôtelier : deux personnes en moins. Il paraît que ces deux personnes devaient partir. Mais sans doute pour la CGT (derrière laquelle il y a le PCF), cela fait partie de la lutte contre le chômage !

De plus, le cuisinier vient d'être licencié par le conseil d'administration : il travaillait depuis de nombreuses années à la cantine à St-Lazare. Le motif c'est qu'il faisait de la mauvaise cuisine et avait mauvais caractère. «Quand on veut noyer son chien, on dit qu'il a la gale». Faire de la mauvaise cuisine avec un tout petit budget, cela n'a rien de surprenant. L'administration donne environ deux francs par repas, ce qui est faible.

De plus, il semble que l'on s'oriente vers un prix selon les plats, ce qui entraînerait des augmentations que les usagers pourraient difficilement contrôler.

Et ce phénomène n'est pas un cas particulier à St-Lazare, mais une politique bien définie. Pour la «gauche», il s'agit de mieux gérer le système capitaliste que la droite.

De plus en plus nombreux les travailleurs syndiqués ou non syndiqués en prennent conscience et refusent les programmes de la bourgeoisie de droite ou de gauche. Ils se battent pour le socialisme en France.

Un postier.

— Parce que je considère que seule la dictature du prolétariat imposera la fin de l'exploitation et de l'oppression du capitalisme et permettra la construction du socialisme

— Parce que je désire participer à l'édification d'un authentique parti marxiste-léniniste unique

Je demande à adhérer à l'organisation des communistes marxistes-léninistes de France.

Dans ce but, «L'Humanité rouge» peut prendre contact avec moi à l'adresse suivante\* :

Nom ..... Prénom .....  
Adresse .....

Signature .....

\* Indiquer ici ton adresse ou une autre adresse par laquelle on pourra entrer en contact avec toi.

**Centre de tri PLM**

**Contre le capitalisme  
Organisons le courant de masse  
antiréformiste et antirévissionniste**

Dénoncer ouvertement les directions syndicales et leurs grèves bidon au service des partis bourgeois de «gauche», c'est dans cet esprit que se déroula l'AG de personnel du 26 janvier brigade B au bureau-gare.

Juste avant l'intervention des petits pontes CGT-CFDT, une personne leur demanda à haute voix de s'arranger pour qu'il reste 10 mn à la fin pour que les travailleurs puissent intervenir. Cela n'a l'air de rien mais dans les précédentes AG, il ne restait qu'une minute pour débattre !

Dans les dix minutes qui suivirent le ronronnement habituel des pontifes, deux personnes prirent la parole ; dont un inspecteur.

**Oser vaincre, c'est oser parler aux masses**

Celui-ci dénonça le «parachutage de ces actions bidon, la non-préparation et la non-consultation démocratique de tout le personnel afin que la lutte émane des travailleurs». Il rappela que «c'est dans le cadre de la restructuration des PTT, qu'il y avait d'une part concentration du personnel et interpénétration des services, d'autre part répression sur les agents (mise à pied des trieurs ambulants...). Le plan Barre, c'est le règne de la matraque sur la classe ouvrière, c'est le chômage, pour faire reculer l'administration on ne peut se contenter de ce genre d'action».

Il poursuivit et incita les postiers à dire tout haut ce qu'ils pensent tout bas. «Oser vaincre, oser lutter, c'est aussi oser parler devant les travailleurs».

Enfin, il dénonça l'attitude fascisante d'un chef de division (sous-division) qui pousse les gars au rondo-

ment par une surveillance à l'effigie d'un gardien de prison ! Il appela le personnel à se «réunir pour établir des cahiers de revendications, dans des AG et à discuter des moyens de les faire aboutir».

Le deuxième intervenant bien que trop théorique, n'en fut pas moins offensif : «Faire connaître notre mécontentement, but des grèves actuelles, n'a jamais ému le capitalisme. Il s'en moque !». Il conclut : «Pour des augmentations uniformes, contre le chômage, contre la répression, pour la titularisation de tous les auxiliaires, imposons des méthodes de lutte de classe, sur notre terrain de classe, là où nous sommes forts, là où notre adversaire est vulnérable et nous vaincrons».

Un petit chef du PCF se leva, prit le micro non pas pour discuter des moyens d'action mais comme le dit «La dépêche rouge» No 36 tract des marxistes-léninistes du PLM : «Il s'agissait pour lui d'intimider les travailleurs, de les calomnier en traitant de gauchiste toute

opposition ouverte aux grèves bidon. Cela montre aussi qu'il ne tolérerait pas que les travailleurs fassent de la politique, ou plutôt aient des idées politiques autres que révisionnistes.» Il fut lu copieusement, c'est la meilleure réponse que les postiers purent lui faire !

Après un vote bacié, où une grande partie du personnel s'abstenait, l'assemblée se termina. Pour nous, marxistes-léninistes, cette AG est une victoire. Ces prises de paroles sont le début de cristallisation de ce courant qui veut réellement engager la lutte contre le plan Barre et ses conséquences au PLM. Il nous faut aller de l'avant !

La combativité va grandissante, dans les centres de tri, nous ne devons pas la laisser détourner par ces actions soupape. Nous devons faire avancer nos idées à toute occasion, dans les services, les brigades, les AG ; il nous faut aller à contre-courant de l'électoratisme et du révisionnisme.

Le vendredi 28, le jeune inspecteur qui avait pris la

parole, reçut de la part de la direction une lettre. Celle-ci lui demandait de répondre par écrit sur «le contenu de son intervention».

Ceci souleva l'indignation générale, une pétition protestant contre «l'ingérence de l'administration dans les assemblées de personnel» circula aussitôt dans les services, où elle reçut un très bon accueil

Les premières entrevues entre le directeur et les syndicats laissent à présager que l'administration va se rétracter. Mais soyons vigilants !

Les travailleurs révolutionnaires et combattifs de notre entreprise doivent se battre sur deux fronts : la bourgeoisie en place (administration) et l'influence néfaste du PCF et du PS, y compris dans les syndicats.

Face aux ennemis de droite ou de «gauche», unissons-nous à la base, ne comptons que sur nos propres forces.

Luttons pour une véritable liberté politique dans l'entreprise !

Correspondant HR.

**Port-de-Bouc**

**Licenciements à Chevron Chemical**

Le 13/1, le patron de l'usine Chevron-Chemical (filiale Standard Oil fabriquant des produits chimiques, insecticides..., 130 ouvriers et employés, 1 milliard de bénéfices par an !), en riposte à la lutte des travailleurs pour de meilleurs salaires (ralentissement des cadences), licencie 15 d'entre eux.

En pleine illégalité, sans préavis ni indemnités, le patron doit en réintégrer 4 qui sont délégués.

Sur les 11 ouvriers qui sont ainsi «jetés» après avoir été pressurés plus de 10 ans en moyenne, 8 sont des immigrés (sur 18 dans l'usine) ; le patron, ancien parachutiste, se venge comme il peut, il n'a pas digéré ses défaites coloniales.

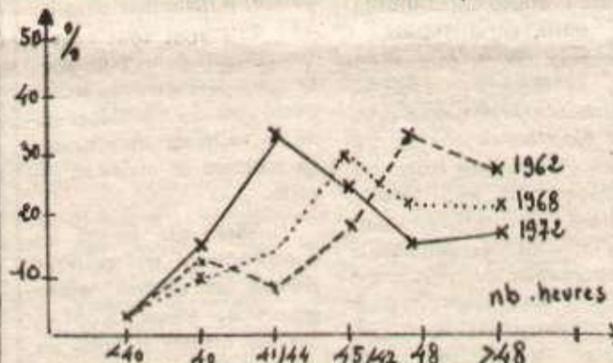
La seule section syndicale (CGT) de l'usine a organisé des débrayages de 2 à 24 heures ; mais la mobilisation piétine ; en effet, les révisionnistes bien installés à l'UL-CGT de Port-de-Bouc et à la mairie PCF, ont sauté sur l'occasion pour vendre leur camelote du Programme commun (ils préparent les élections) et puis les immigrés ne votent pas.

Depuis des militants CFDT ont pris contact avec des militants CGT et des travailleurs de l'usine pour engager une véritable action de riposte.

**TRAVAIL EN EQUIPE ET RENTABILITE CAPITALISTE**

Selon les sources INSEE (juillet 1973), c'est-à-dire avant le développement de la crise actuelle, il y a depuis une dizaine d'années une tendance générale à la diminution de la durée du travail des ouvriers et cette tendance vient essentiellement des grandes entreprises.

TABLEAU I : Répartition des ouvriers par tranche de durée du travail, pour les années 1962, 1968, 1972.



Mais parallèlement, on constate que le travail en équipe (surtout en 3/8 et 4/8) tend à se généraliser, principalement dans les grandes entreprises de l'industrie de transformation (non compris le bâtiment).

	1959	1963	1970
Proportion des établissements ayant organisé un travail en équipes successives (industries de transformation) en %	14,4	14,8	17,8
Proportion des ouvriers en équipes successives	17,8	23,0	25,5

TABLEAU III . Proportions des établissements ayant organisé un travail en équipes successives selon la taille

Nombre de salariés	10 à 49	50 à 199	200 à 499	500 à 999	1 000 et +
Données en %	8,4	27,3	57,3	71,0	81,6

Le rapprochement de ces données montre qu'il existe un lien logique entre elles, qui dépasse les «impératifs techniques». Les économistes bourgeois eux-mêmes le reconnaissent puisqu'ils parlent de la «nécessité économique de rentabiliser des investissements lourds et dont l'obsolescence s'accélère» (l'obsolescence est simplement le fait qu'une machine devient vite périmée, face à de nouvelles techniques augmentant la rentabilisation d'une fabrication, c'est-à-dire en diminuant le temps de travail nécessaire à cette fabrication).

«L'introduction du travail en équipe assure au mieux l'utilisation maximale des machines», c'est-à-dire la rentabilité des investissements capitalistes.

Mais bien sûr, il n'est pas tenu compte des répercussions, en particulier sur la santé des travailleurs : troubles du sommeil, fatigue, accidents, troubles digestifs, etc.

Car pour le patronat, il s'agit d'essayer de s'opposer à la baisse tendancielle du taux (moyen) de profit.

Quel bon moyen, sous une forme déguisée, que d'augmenter la rentabilité des investissements sans augmenter (ou en diminuant) les salaires !

Un lecteur



## Une institutrice se suicide

# L'ÉCOLE CAPITALISTE ET SES DÉFENSEURS SONT RESPONSABLES

Une jeune institutrice d'une trentaine d'années, Esther Raccah, s'est suicidée jeudi 27 janvier à son domicile de Bobigny en avalant une forte dose de barbituriques. Son frère l'a trouvée morte il y a quelques jours, avec à côté d'elle, un tube vide et une lettre dans laquelle elle exprimait son désespoir. C'est la sixième enseignante qui se suicide depuis le début de l'année :

— Le 24 septembre, Annick Menu, jeune institutrice de 20 ans s'est suicidée alors qu'elle était chargée d'une classe pratique au CES de Reims.

— En novembre, c'était Renée Boudouresque, maîtresse auxiliaire restée sans emploi.

— En novembre également on apprenait le suicide d'un professeur de lettres dans la Mayenne et de Dominique M, auxiliaire chargée d'une classe pratique à Nancourt dans l'Eure.

— Enfin le 15 janvier, Jacky Boyer, instituteur de 28 ans, chargé d'une classe pratique au CES de Mantes-la-Ville dans les Yvelines se donnait aussi la mort.

A chaque fois, le Rectorat et le Ministère de l'Éducation nationale ont cherché à faire passer ces suicides pour des «cas particuliers» qui n'auraient rien à voir avec l'enseignement. Ainsi, dès que la mort de Esther Raccah a été révélée, le Rectorat s'est empressé de déclarer qu'elle souffrait de troubles dépressifs. En fait, c'était, elle aussi, une de ces auxiliaires dont l'administration se sert comme «bouche-trou».

Elle aussi avait enseigné dans une classe pratique et peu avant sa mort elle avait été affectée comme remplaçante dans une SES (section d'enseignement spécialisé) du CES Victor Hugo à Aulnay-sous-Bois dans la Seine-Saint-Denis.

### SES

et classes pratiques :  
bas-fonds de l'école  
capitaliste

Mme Abadie, directrice du CES voulant sans doute atténuer le scandale a déclaré : «Pour les SES, je tiens avant toute chose à préciser qu'elles n'ont rien à voir avec les classes pratiques dont on a tant parlé...»

En fait, s'il y a certes des différences entre les classes «pratiques» et les SES, l'école capitaliste leur donne fondamentalement un rôle semblable. Les dizaines de milliers d'enfants qu'elle y envoie après les avoir passés à des degrés divers au «rouleau compresseur» sont tous des enfants de la classe ouvrière ou du lumpen-prolétariat. Ils deviendront, au mieux, ap-

prentis à 14 ans, OS ou manœuvres à 16 ans, s'ils ont la chance de trouver du travail.

Ces enfants que le système capitaliste a «laminé» ou dont il a fait des révoltés ne sont pas dupes ! Ils savent qu'à la sortie il y aura peu de débouchés et ressentent l'inutilité des tra-

que les auxiliaires sont souvent forcés d'accepter, ils n'ont pas le choix. S'ils veulent gagner leur pain, ils sont contraints d'encadrer, de garder, d'occuper, d'éduquer comme ils le peuvent ces élèves. Ils sont alors pris eux-mêmes dans de dures contradictions et il n'y a rien d'étonnant à ce

qu'ils soutiennent les formes modernistes plus «subtiles» de sélection.

Face à tous ces défenseurs de l'école capitaliste, les travailleurs de l'enseignement doivent s'unir sur des positions de classe, mener la lutte pour obtenir de meilleures conditions de travail pour eux comme pour

## Dénonçons la duplicité des révisionnistes !

Tout en prodiguant de belles paroles sur l'«école démocratique» qu'ils promettent dans le Programme commun, ils soutiennent dès maintenant les pires aspects que développe sous un jour moderniste l'école capitaliste.

Ne soutiennent-ils pas les GAP (Groupes d'action psychologique) et les CMPP (Centres médico-psychopédagogiques). Or, on peut affirmer «qu'en gros», ces diverses structures ont pour rôle social de préserver le mythe de plus en plus décrié de l'égalité des chances à l'école. Elles sont chargées d'expliquer aux enfants et aux parents sous le couvert de l'autorité de «spécialistes», psychologues, psychiatres et autres, que «si ça va mal à l'école»,

c'est que le «gosse ne va pas bien» : il faut le rééduquer voire le «soigner», et aussi bien sûr, «l'orienter» vers des classes à sa mesure nommées «adaptation», «transition», «perfectionnement», «pratiques», «éducation spécialisée».

Par ailleurs un éminent psychologue du PCF, le dénommé Zazzo, psychologue officiel de l'Éducation nationale, n'a-t-il pas démontré «tests psychologiques à l'appui», qu'il y a davantage de «débiles» dans la classe ouvrière... Sous couvert d'arguments «nouveaux», c'est la vieille propagande bourgeoise qui veut faire croire que l'inégalité sociale n'est pas liée fondamentalement à l'oppression capitaliste mais à l'inégalité d'intelligence d'individus.

vaux qu'on leur propose sous prétexte de les préparer à un «métier».

Il s'agit donc effectivement de classes «difficiles» dont les élèves «ruent dans les brancards» et prennent vite la mouche. D'autant qu'ils sont soumis à la ségrégation dans l'école même de la part des autres élèves et enseignants : «on montre leurs classes du doigt...», «on les traite de débilés», de «fous»... N'y a-t-il pas de quoi se révolter ? Et ce sont ces classes

que certains en arrivent à «craquer».

### Tous les défenseurs de l'école capitaliste sont responsables

Les dirigeants révisionnistes expriment «leur grande émotion devant ce drame» et adressent leurs condoléances à la famille. Quelle hypocrisie alors qu'ils sont les principaux responsables du frein mis à la lutte des enseignants pour la titularisation des auxiliaires. Ils ont une lourde part de responsabilités dans ces suicides !

Quant à l'école capitaliste, malgré les apparences, ils ne la combattent nullement. Certes, ils demandent une augmentation des effectifs enseignants, des classes moins chargées, et une sélection moins brutale. Mais dans les faits, ils sont com-

plémentés, obtenir cette revendication qu'est la titularisation des auxiliaires.

Quant à la jeunesse scolarisée, notamment dans les SES et autres classes «pratiques» il faut lui expliquer, ce qui n'est certes pas facile, quels sont ses véritables ennemis, afin de transformer en violence de classe sa révolte.

Quelles que soient les contradictions qui peuvent parfois les séparer, enseignants et élèves, n'ont-ils pas les mêmes intérêts de classe fondamentaux ?

Pour être efficace, cette lutte revendicative et politique est indissociable d'une lutte idéologique acérée. Il nous faut dénoncer, révéler et faits à l'appui, le caractère de classe de l'école capitaliste, ses méfaits, et tous les mystificateurs qui la défendent. Lecteurs à vos plumes !

## informations générales

### Intimidations et répression

## LES MANŒUVRES DES RÉVISIONNISTES ECHOUERONT

Nous vous envoyons 2 photos prises lors de la manifestation syndicale du 8 janvier dernier à Thionville, à propos des licenciements dans la sidérurgie.

La première illustre une manœuvre des dirigeants CGT pour faire taire les marxistes-léninistes dans la manifestation. Abandonnant sa place en tête de la manifestation, la camionnette de la CGT est venue se placer tout à la fin du cortège, juste derrière

nous, dans le seul but de couvrir par «Union action Programme commun» nos justes mots d'ordre.

La deuxième montre un certain Tedesco qui, selon toutes les apparences, est responsable du service d'ordre CGT. Il se dirige vers nous, et nous dit : «Je vous préviens, si vous lancez encore un seul mot d'ordre contre le Programme commun, on vous envoie le service d'ordre !» (sans commentaires).

Correspondant HR Metz.



## Un texte fondamental de 1971 sur le révisionnisme

### L'obstacle principal à la révolution prolétarienne

Ce texte qui faisait partie d'un rapport présenté devant la Conférence nationale d'éducation prolétarienne du PCMLF (12 juin 1971), analyse la dégénérescence révisionniste du PCF, notamment à la suite du printemps révolutionnaire de 1968 en France et de l'agression soviétique contre la Tchécoslovaquie.

réédité par les Éditions du Centenaire dans :

Jacques Jurquet  
ARRACHER LA CLASSE OUVRIÈRE  
AU RÉVISIONNISME

30 F l'exemplaire.

En vente à :  
E-100, 24 rue Philippe de Girard 75010 Paris (par correspondance).

Les Herbes sauvages, 70 rue de Belleville 75020 Paris

La Force du Livre, 33 rue René Leynaud 69001 Lyon.

### TARIFS D'ABONNEMENTS

Pli ouvert

Pli fermé

1 mois (22 No) .....	32 F .....	70 F
3 mois (66 No) .....	95 F .....	210 F
6 mois (132 No) .....	190 F .....	400 F
Soutien .....	300 F .....	500 F

CCP : L'HUMANITE ROUGE  
No 30 226-72 - La Source



culturel

# La littérature prolétarienne en France (3)

Le Congrès de Karkhov rappelle que la littérature est une arme pour la lutte de classe. «La littérature du prolétariat n'est rien d'autre qu'une arme de la lutte des classes. De là la question qui se pose du type original de l'artiste prolétarien. L'artiste prolétarien ne peut pas être un contemplateur passif de la réalité. Il est avant tout un homme de pratique révolutionnaire, par chaque acte de sa production il participe à la lutte libératrice de classe».

Il était important de rappeler ces principes puisque en France, jusqu'au congrès de Karkhov, certains communistes appelaient encore la littérature prolétarienne : littérature de propagande.

Les problèmes de la forme de cette littérature, de son style sont déterminés par son contenu : «Comment se présentent les contours de style prolétarien dans la littérature ? Depuis les formes mobiles actuelles et visant à l'agitation, jusqu'au roman soulevant les grands problèmes de la philosophie et de la politique prolétarienne, sur tout ce vaste front, la littérature prolétarienne a compris sa tâche de servir d'instrument au prolétariat dans sa lutte pour le socialisme».

Des directives précises étaient lancées aux écrivains communistes français. L'accent était mis sur l'urgence de lancer une littérature élaborée par les correspondants ouvriers : «Renforcer immédiatement et élargir la création littéraire des ouvriers sous toutes ses formes». Désormais il n'était plus question de subordonner les écrivains ouvriers nouvellement formés aux écrivains de gauche.

## «Entebbé» Un film de plus en plus rejeté par les masses

A Nantes, la porte du cinéma Appollo qui projetait «Raïd sur Entebbé» a été brisée avec un pavé. Le mouvement de riposte aux films sionistes gagne, maintenant, la province. Malgré toutes les bobines de film qu'ils produisent, les sionistes sont de plus en plus isolés.

Les écrivains ouvriers n'avaient pas de leçon d'écriture à prendre chez les écrivains de gauche. Au contraire, ces derniers, doivent s'inspirer directement de la vie et de l'œuvre des rabcors (correspondants ouvriers) afin de transformer leur production dans un sens réellement prolétarien. C'est autour de ce noyau ouvrier que doivent se regrouper les écrivains bourgeois ayant rompu avec leur classe. De plus la résolution insistait sur la nécessité d'une action concrète et d'un plan de travail précis.

«Dans son travail d'éducation des écrivains révolutionnaires prolétariens, un

de métier d'écrivain, ne sont soi-disant pas en état de faire concurrence aux «maîtres» de la littérature bourgeoise;

suivant ce point de vue nous devons compter sur l'appoint des écrivains bourgeois pro-

fessionnels de gauche, qui se sont faits un nom et qui accusent des tendances prolétariennes. Le noyau d'initia-

tives doit rejeter avec non moins d'énergie une autre tendance d'extrême gauche suivant laquelle tous les

écrivains bourgeois seraient étrangers au prolétariat et ne pourraient jamais devenir prolétaires.



Les mineurs du Nord et du Pas-de-Calais arrivent à St-Denis le 2 décembre 1933.

tel noyau devra mener une lutte acharnée contre les deux tendances erronées et néfastes qui se sont manifestées dans les déclarations de certains membres du PCF et de certaines organisations révolutionnaires sur la littérature prolétarienne. Le noyau devra lutter contre le point de vue opportuniste de droite dont il a déjà été question dans la présente résolution, suivant lequel le mouvement rabcors ne constitue pas le réservoir inépuisable devant fournir de nouveaux cadres d'écrivains prolétariens, étant donné que les rabcors ne connaissent pas «les secrets» compliqués

### La rectification en France La lutte contre le courant populiste

Le populisme est avec le surréalisme un des courants importants de cette époque. C'est un courant influencé par les romans de Zola. (Certains romans de Zola peignent le peuple, mais d'un point de vue bourgeois).

En réaction aux écrits de Proust ou de Paul Valéry les populistes se définissent ainsi : «Nous en avons assez des personnages chics et de la littérature snob; nous voulons peindre le peuple.

Mais avant tout ce que nous prétendons faire, c'est étudier attentivement la réalité.» Ce que refuse le populisme c'est le point de vue de classe prolétarien : «Nous ne voulons point non plus nous embarrasser de ces doctrines sociales qui tendent à déformer les œuvres littéraires.»

On peut lire encore dans le manifeste de Lemonnier : «Nous voulons aller aux petites gens, aux gens médiocres qui sont la masse de la société et dont la vie elle aussi compte des drames.»

La lutte contre le courant populiste est menée fermement par le parti communiste. Jean Fréville écrit dans l'Humanité que les populistes «allaient au peuple comme d'autres vont à la drogue.»

Il reprochait aux populistes leur «littérature de soumission» et d'être «des ouvriers qui acceptent leur sort... qui s'en tirent, qui y trouvent des motifs de contentement et de fierté...

de s'attarder à des formes de travail périmées, comme l'artisanat, où s'exerce l'influence de la petite bourgeoisie.»

B.Giauffret attaquait Eugène Dabit : «Lamper le pinard et renifler les jupons de l'Hôtel du Nord, c'est avoir renoncé à son destin de classe. Si le prolétariat n'avait pas d'autre image de lui-même à lui tendre, mieux vaudrait démissionner et s'en aller chanter au lutrin.»

### Les concours de littérature ouvrière en France

Mais la critique du courant populiste ne suffit pas. Il faut impulser une littérature prolétarienne en France : En 1932, l'Humanité organise un concours littéraire réservé aux ouvriers. Les textes du concours sont publiés en 1934. Eugène Dabit écrit dans la préface : «C'est le début d'un effort, celui du rassemblement des écrivains prolétariens face à la littérature bourgeoise.

«Il s'agit bien, en effet, de mener sur le front littéraire la bataille contre la littérature bourgeoise.»

Ce recueil est intitulé : «Les ouvriers écrivent».

En 1937, est créé le prix *Ciment*, en hommage au grand roman de Fédor Gladkov, symbole de la littérature prolétarienne. C'est André Philippe qui obtint le 1er prix *Ciment* pour son roman *l'Acier*. André Philippe a été ouvrier fondeur. Son ouvrage décrit, dans une perspective historique, la vie et les luttes des mineurs et des ouvriers fondeurs de la région de Firminy.

Note : Hier nous avons employé le mot «udamik» sans l'expliquer. Il s'agissait des écrivains professionnels choisis à partir des rabcors.

«Les Magnitogorsk de la littérature». Magnitogorsk est un haut fourneau construit dans l'Oural au cours du 1er plan quinquennal. Il fallait faire l'équivalent de cette réalisation en littérature. «Les constructeurs de hauts fourneaux Magnitogorsk réclament un Magnitogorsk de l'art», écrit l'association des écrivains prolétariens.

## Sur FR 3, jeudi 27 janvier à 20 h 30 «La kermesse héroïque»

### Une ignoble apologie de la collaboration

Le scénario : l'histoire se passe à BOOM cité des Flandres en 1616. Alors que les Flandres viennent tout juste de se libérer du joug espagnol, le conseil des échevins apprend que le duc d'Olivares viendra passer la nuit dans la cité à la tête de son armée.

La réaction du conseil et des hommes de la ville, c'est l'affolement, la lâcheté. La milice cache ses armes, les habitants s'enferment chez eux, le maire se fait passer pour mourant.

Les femmes réagissent en se moquant de la couardise des hommes : elles mettent sur pied un plan de bataille pour accueillir les Espagnols. Le spectateur se dit : elles vont les «rouler». Eh bien non ! jusqu'à la dernière minute le «plan» des femmes ce sera : se livrer aux Espagnols et les amuser jusqu'à ce qu'ils partent le cœur en fête et bien réjouis d'avoir cocufiés les hommes de Boom.

### Une insulte au peuple flamand et aux femmes

Ce film est une insulte au peuple flamand et à tous les peuples qui ont lutté contre l'envahisseur, c'est aussi une insulte aux femmes, une apologie de la collaboration

ainsi qu'une contre-vérité historique. Il est d'autant plus dangereux que sa forme est impeccable et présente une succession de tableaux paraissant imités des peintres flamands (Brueghel, Ramebraud, Hals). Il est critiquable sur 3 périodes historiques. Tout d'abord, il constitue une contre-vérité historique : les Flandres se sont libérées à la suite d'une série de guerres et de soulèvements populaires où les cités flamandes dirigées par la bourgeoisie montante en alliance étroite avec le peuple ont chassé l'aristocratie espagnole qui avait colonisé le pays. Les guerres ont laissé des traces dans la culture populaire sous la forme de héros populaires tels que «Till l'espiègle» qui bernaient toujours l'envahisseur avec le soutien et l'aide des masses. De plus, la bourgeoisie qu'on montre dans le film comme lâche et se prosternant devant l'aristocratie (la femme du bourgmestre apprend du duc à se servir d'une fourchette) était à cette époque une classe ascendante, révolutionnaire, en lutte contre la noblesse qui l'opprimait.

ou le nazisme commençait à menacer l'Europe, où le mouvement ouvrier venait de battre les ligues factieuses.

Il reflète le point de vue de la bourgeoisie capitulaire affolée par le développement du mouvement de masse :

«Mieux vaut ouvrir les bras à l'envahisseur que de risquer de se faire tuer en résistant». (la bannière «Flandres et liberté» est remplacée par «Bienvenu à nos invités»). Au cours du film, ce point de vue devient : c'est avec les militaires qu'on fait les meilleures affaires (le tenancier du cabaret !). Finalement, les Espagnols sont très bien ! Jusqu'au final où la femme du bourgmestre couche avec le duc.

Pourquoi aujourd'hui passe-t-on ce film ? Nous assistons à un double phénomène : remise en selle des anciens kollabos (voir le débat sur Pétain) réapparition inquiétante de films sur nazisme (on voit ressurgir la croix gammée). Préparerait-on les esprits à un nouveau Munich ? On entend souvent dire : «Faisons des affaires avec le social-impérialisme».

En 1935...

Il faut replacer le film dans son contexte de 1935

**QUAND VOUS AVEZ LU LE QUOTIDIEN  
NE LE JETEZ PAS!  
DONNEZ-LE OU AFFICHEZ-LE!**

# l'Humanité Rouge

## LA CRISE VITICOLE EN LANGUEDOC - ROUSSILLON ET LE COMBAT DES TRAVAILLEURS DE LA VIGNE

### LES VITICULTEURS MOYENS (4)

Les viticulteurs moyens sont à la charnière entre une majorité de petits viticulteurs dont les conditions de vie et de travail les rapprochent très sensiblement du prolétariat viticole, et une poignée de capitalistes viticoles tirant leurs ressources principalement de l'exploitation du travail salarié.

Cette situation charnière fait que cette couche paysanne est loin d'être homogène et stable, du fait de l'inégalité des conditions de production.

Les viticulteurs moyens sont de petits exploitants agricoles par la surface de terre cultivée. Celle-ci peut-être située, pour la région Languedoc-Roussillon, entre 15 et 30 ha. Ces terres sont en général dispersées, l'habitation et l'atelier pour l'outillage se situent généralement au village. Ils en sont en général propriétaires, mais cette situation est en train de changer (15 % des terres sont en fermage).

Outre une surface un peu plus grande que pour les petits viticulteurs, ils emploient un ou deux salariés à plein temps de façon permanente en dehors de la main-d'œuvre familiale. Sauf, en cas exceptionnel, la part de la main-d'œuvre salariée dépasse celle de la main d'œuvre familiale.

Ces viticulteurs emploient pour l'ensemble des quatre départements viticoles du Languedoc-Roussillon près de 50 % de la main-d'œuvre salariée (prolétariat et semi-prolétariat viticole). Pour le département de l'Hérault, ces viticulteurs représentent 10 % du total et occupent 20 % de la surface cultivée.

Les relations viticulteurs-ouvriers sont complexes. Les faibles effectifs d'ouvriers par exploitation, la participation égale ou plus importante de l'exploitant au travail manuel, la résidence au même village, sont à la base de relations de type «compagnonnage».

Cela dit, ces relations ne sauraient masquer, pour un bon nombre de cas, l'exploitation dont est l'objet l'ouvrier viticole. Certes, la pression des capitalistes viticoles est importante pour faire front aux revendications ouvrières. Les difficultés des négociations employeurs-ouvriers pour la fixation des conventions collectives témoignent de la domination idéologique de la bourgeoisie viticole.

La bourgeoisie monopoliste, par l'intermédiaire des organismes de son appareil d'État, a lancé en direction de ces viticulteurs le slogan de la «modernisation» ; modernisation de l'équipement, des structures d'exploitation, des méthodes culturales, etc.

Cela correspondait à la volonté de l'État monopoliste d'accélérer

la ruine de la petite viticulture «peu rentable» et soi-disant «coûteuse» pour le consommateur. S'appuyer sur les capitalistes viticoles seulement n'était pas réalisable, bien qu'elle l'aurait souhaité. Ce plan permettait, d'autre part, l'écoulement d'une importante quantité de produits industriels nécessaires au développement de la productivité de chaque exploitation.

Beaucoup de jeunes se sont lancés dans cette voie, croyant ainsi que c'était là la voie de leur survie et peut-être, pour certains, la voie qui leur permettrait de devenir de véritables petits «patrons».

Dans les villages on n'apprécie guère ceux que les ouvriers appellent les «modernistes». Il faut dire que la conception du travail de la terre diffère beaucoup entre eux. Le petit viticulteur, il aime sa vigne, il la travaille amoureusement sans la brusquer, méticuleusement. Il aime parler de son travail, des difficultés de son métier.

Ce qu'il ne comprend pas, c'est le «moderniste» taillant ses vignes à une vitesse dépassant toute mesure, à cheval sur son tracteur, jour et nuit, ne parlant aux autres que d'efficacité, rendement, productivité, etc. Ce que les petits n'apprécient pas non plus, c'est que ces viticulteurs ne sont pas les derniers à s'intéresser aux terres laissées libres, alors qu'eux-mêmes en auraient besoin.

Pour se lancer dans ce processus, beaucoup de paysans-moyens n'avaient pas les réserves financières nécessaires, et ont dû contracter des emprunts. Certes, ils ont bénéficié de taux de crédit avantageux. Mais aujourd'hui, avec les effets de la crise, l'endettement de cette couche est énorme, beaucoup plus important que pour n'importe quelle autre couche.

La crise viticole a créé une situation extrêmement difficile pour nombre de ces viticulteurs.

«On» leur a dit qu'il fallait faire de la «qualité», puis les ministres changent d'avis et leur disent «qu'il faut être compétitifs avec le marché commun». Mais quand le vin reste dans le chaix et qu'on propose un prix de vente dérisoire en proportion de l'inflation industrielle, la situation pour la majorité est bloquée.

En 1973, le prix sur le marché à la production du vin de table type R1 (vins du midi) était de 8,98 F le degré/hecto. En 1974, il était de 8,90 F, et en 1976 de 8,66 F.

De nouveaux prêts sont contractés. Ce viticulteur se sépare de l'ouvrier, il travaille comme jamais, il ne l'a fait, seul sur sa vigne. Cela, c'est la situation aujourd'hui des viticulteurs moyens de la couche inférieure.

Chaque jour, chaque récolte, les rapproche de la condition de la masse des petits viticulteurs.

Le sort que leur réserve le capitalisme est identique à celui que le capitalisme réserve au petit viticulteur, même si le chemin est un peu plus long, c'est la paupérisation et la prolétarianisation.

Seul un petit nombre de ces viticulteurs rejoindra tôt ou tard les rangs des capitalistes viticoles. Ce sont les viticulteurs moyens de la couche supérieure. Ils bénéficient de meilleures conditions, surface plus grande, bonnes terres, meilleurs encépagements qui leur permettent dès que les conditions du marché sont bonnes, de pouvoir accumuler des économies, et donc de s'agrandir.

La couche intermédiaire de cette catégorie de viticulteurs est plus ou moins stable. Ils ne parviennent pas à faire des économies, mais ils parviennent à maintenir leurs moyens de productions matériels et humains intacts. Ils ne sont pas épargnés par la crise viticole, mais ils ont les capacités pour y résister pendant un temps.

## LA BOURGEOISIE VITICOLE

Ce qui caractérise la bourgeoisie viticole c'est qu'elle tire l'essentiel sinon la quasi-totalité de ses revenus de l'exploitation du travail salarié. Les moyens de production (hommes, machines, terres, bâtiments) sont importants. Les terres sont concentrées autour du mas familial (ou appartement à une société) dans les riches plaines fertiles, où les rendements sont élevés.

La bourgeoisie viticole fait partie de la classe bourgeoise de notre pays. Sur le plan régional, elle forme une couche de la bourgeoisie, dont de nombreux liens sont tissés depuis des dizaines d'années avec la bourgeoisie industrielle locale, le négoce du vin, les notables (médecins, vétérinaires, avocats, etc.)

et les hauts fonctionnaires.

Ce type d'exploitation embauche plus de trois ouvriers agricoles permanents à temps complet, sans compter les ouvriers agricoles dits «saisonniers» employés sur une longue période de l'année pour ne pas avoir à payer les cotisations sociales.

La grande majorité de ces exploitations ont plus de 30 ha, pour une superficie moyenne d'environ 55 ha.

Dans l'Hérault, on dénombre 1 100 exploitations de type capitaliste s'accaparant 62 000 ha de terre, c'est-à-dire que 3% de viticulteurs capitalistes occupent 25 % des terres.

(A suivre)

SUPERFICIES AGRICOLES CORRESPONDANTES (EN HECTARES) AU NOMBRE D'EXPLOITATIONS

(voir tableau publié dans le précédent numéro)

	- de 1 ha	1 à 2 ha	2 à 5 ha	5 à 10 ha	10 à 20 ha	20 à 50 ha	50 à 100 ha	100 ha
AUDE	3 074 1,2 %	4 101 1,6 %	10 859 4,1 %	22 839 8,7 %	43 515 16,5 %	71 209 27,3 %	62 825 23,8 %	44 536 16,8 %
GARD	2 369 1,1 %	2 619 1,2 %	8 054 3,8 %	21 716 10,3 %	47 222 22,5 %	62 720 29,9 %	25 658 12,2 %	39 794 19,0 %
HÉRAULT	4 187 1,7 %	7 626 3,1 %	16 963 6,8 %	34 017 13,6 %	53 508 21,4 %	56 965 22,8 %	20 681 8,3 %	55 651 22,3 %
LOZERE	76 0,02 %	210 0,08 %	1 237 0,4 %	4 548 1,7 %	13 962 5,1 %	73 791 27,0 %	75 740 27,7 %	104 223 38,0 %
PYR.OR	2 258 2,1 %	4 510 4,2 %	11 717 10,8 %	19 865 18,3 %	20 433 18,9 %	22 003 20,3 %	9 899 9,1 %	17 657 16,3 %
TOTAL	11 964 1,0 %	19 066 1,7 %	48 830 4,4 %	102 985 9,3 %	178 640 16,2 %	286 688 25,9 %	194 803 17,7 %	261 841 23,8 %
RÉGION		182 845		16,0 %	465 328	42,0 %	456 644	42,0 %